le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 NOVEMBRE1993

N° 931

10,00 F

Air France : un grand crash dans le consensus

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS, sain et revigorant dans un paysage social où l'ambiance était à la morosité si ce n'est la débandade. Tel est le bilan que nous allons pouvoir tirer de ces deux premières semaines de grève à Air France. Certes, le mouvement s'est suspendu ce week-end, dans l'attente des premières rencontres mardi avec le nouveau patron de la compagnie aérienne, Christian Blanc. Mais ces dix-sept jours de grève totale et dure, ainsi que la démission aux airs de limogeage de Bernard Attali et le recul plus spectaculaire que réel du gouvernement, tout cela incite à penser qu'il est toujours possible de compter sur le monde ouvrier pour mettre des bâtons dans les roues du capital.

Mais revenons d'abord sur le mouvement en lui-même. Parti lors de la journée nationale d'action du 12 octobre à l'appel de FO, la CGT ainsi que la CFDT d'Air France (à l'encontre de la position de l'appareil confédéral), il ne tardait pas à s'étendre aux deux aéroports d'Ile-de-France, l'ensemble des salariés protestant contre un troisième « Plan de retour à l'équilibre » (PRE).

Bernard, salarié du service d'entretien des avions au sol et non syndiqué (« *qui n'en pense pas moins* », nous dit-il) nous livre le sentiment des salariés « au sol » : « *Un copain a tout résumé en trois secondes à la télé : y'en a marre, on augmente les commandants de bord et au même moment on nous impose le PRE* ». Celui-ci prévoit des réductions importantes d'indemnités (jours fériés, horaires décalés tôt le matin ou tard le soir), pour les personnels au sol. La perte de revenu mensuel se montait pour certains jusqu'au millier de francs. En outre, le plan prévoit 4 000 supressions d'emploi, dont 3 000 passaient par des filialisations de certains secteurs de la compagnie (hôtellerie, restauration, cars, télécoms...).

Bernard : « *On vend des services rentables comme les cars. Ça leur permet de faire procéder aux licenciements par les filiales privées. A terme, la direction veut passer d'une entreprise de 64 000 salariés à 10 000* ». Les autres se retrouveront dans des filiales privées dans lesquelles Air France n'aura qu'une part du capital. Pour le secteur hôtelier, la filiale (Orly Air Traiteur) existe déjà et cohabite tant bien que mal avec le service Air France. Dans cinq mois, les 500 employés d'Air France dans ce service doivent rentrer dans OAT. Ils y perdront leur statut, leurs avantages et une relative sûreté de l'emploi. Ceux qui refuseraient d'être intégrés dans cette nouvelle entreprise seront considérés comme démissionnaires et non pas licenciés. Des départs « volontaires » donc... OAT doit en plus supprimer la moitié de ce personnel. Pour Bernard, être employé dans ces

(suite p. 4)

PARIS

JEUDI 11 NOVEMBRE - 11 H
FORUM, CONCERTS
MANIFESTATION
CONTRE
LE NATIONALISME
LE MILITARISME
ET LE RACISME

Programme p. 3
Départs de province p. 4
(rubrique « Rendez-vous »)

LÉO FERRÉ
« Je ne suis que la mauvaise graine »
P. 7

T2137 - 931 - 10,00 F

ANTIMILITARISME

La mobilisation anti-guerre durant le conflit algérien (1954 - 1962)

« Les Déserteurs » d'Agnès van Parys, publié chez Balland en 1971, quoi de plus adéquat pour illustrer notre campagne contre le nationalisme, le racisme et la guerre ?
Regard sur la guerre d'Algérie et les moyens mis en œuvre pour s'y opposer.

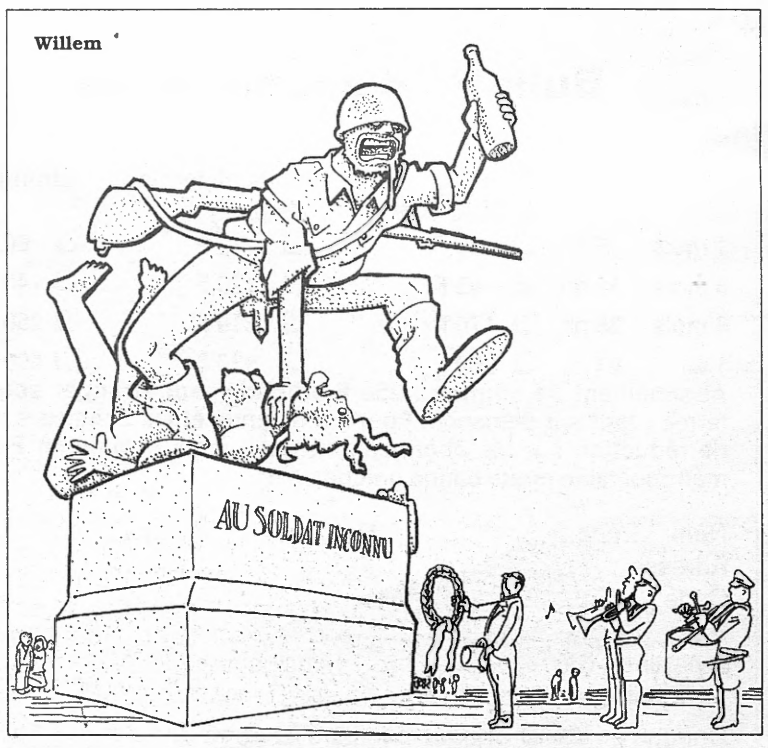
EN CE JOUR DE TOUSSAINT 1954 où débuta la rébellion algérienne par une série de trente-cinq attentats, dont l'assassinat de l'instituteur Monnerot et du caïd Saddok près de Batna, l'opinion française demeura assez indifférente. Les Français d'Algérie eux-mêmes ne s'émurent pas trop : on avait affaire à des bandits, une poignée d'excités sanguinaires dont les troupes stationnées sur place viendraient vivement à bout. Cela leur parut moins grave que l'émeute de Sétif, le 8 mai 1945, qui avait fait plus de cent morts européens. A cette occasion, les forces de l'ordre avaient su apporter la démonstration de leur savoir-faire en inscrivant dix à vingt mille victimes arabes à leur tableau de chasse. On pouvait donc dormir tranquille : on était protégé.

Cinquante mille hommes de l'armée d'active stationnaient à ce moment-là en Algérie, répartis entre les divisions militaires d'Alger, d'Oran et de Constantine. Les rebelles, malgré leur manque d'armes, s'agitant un peu plus qu'il n'était prévu, on porta l'effectif à soixante-dix mille.

Mais ce nombre ne parut pas suffisant à Jacques Soustelle, deux mois après sa nomination par Mendès-France au titre de gouverneur général, c'est-à-dire en mars 1955 : il proclama l'état d'urgence et demanda cent mille hommes. En mai, ils y étaient. Mais pour cela il avait fallu faire venir des réservistes. En août, des émeutes sanglantes éclatèrent. Mieux valait être prudent et régler le plus rapidement possible cette « opération de simple police ». On adressa donc un second appel aux réservistes, et il y eut cent vingt mille hommes en Algérie.

Le 13 avril 1956, ils étaient quatre cent mille sous les ordres du général Lorillot, et le terrorisme, généralisé par ces rebelles dont on commençait à connaître le nom dans les moindres villages de métropole, *fellagha*, rendait la situation sérieuse. Près de treize mille exactions avaient été commises par eux dans les trois derniers mois. Dès lors, et jusqu'au cessez-le-feu du 19 mars 1962, près de cinq cent mille jeunes Français demeureront cantonnés dans les départements d'Afrique du Nord — auxquels il convient d'ajouter cent cinquante mille harkis et

(suite p. 2)



La mobilisation anti-guerre durant le conflit algérien (1954 - 1962)

(suite de la « une »))

groupes d'auto-défense divers. Toute une génération allait, pendant une grande partie de ses vingt-huit mois de service militaire, faire l'apprentissage du djebel. Marcher, risquer sa vie, tuer peut-être, passer là-bas deux années de son existence : pourquoi ?

Mis à part les milieux déjà très politisés et ceux que concernaient directement les affaires d'Algérie, on ne commença de se le demander en France qu'avec le rappel des réservistes. Au moment où la plupart des nations colonialistes venaient d'accorder l'indépendance à leurs possessions d'outre-mer, la France allait, elle, tenter de réprimer une rébellion coloniale. Guerre peut-être justifiable au plan économique. Humainement, sûrement pas. Les Etats-Unis, l'URSS, l'ONU auraient tout loisir de pousser des cris d'indignation devant ce comportement esclavagiste. D'autant que la même erreur venait d'être commise en Indochine. Qu'allait-on défendre là-bas ? Les intérêts des colons. Des gens donc, qu'à première vue, on imaginait puissants, tous, sans exception. Leurs terres, leurs vignes, leurs banques, leurs bateaux, leurs journaux, tous bouffe-bougnoule, ex-vichystes et semi-fascistes. Quant au programme ou à la stratégie des nationalistes arabes, peu de renseignements avaient à l'époque filtré sur ce sujet. Peu importait. On n'avait pas envie d'aller se faire trouer la peau pour Borgeaud et Serigny : c'est tout ce qu'on savait en France. Et cela suffisait.

C'est dans cette atmosphère qu'ont éclaté en 1955 et 1956 les premières manifestations contre la guerre d'Algérie. Des « Comités des organisations de jeunes contre l'utilisation du contingent » furent constitués pendant l'été 1955, dès l'annonce du rappel des démobilisés par le gouvernement Edgar Faure. Il s'agissait d'actes spontanés, traduisant un mécontentement général.

En septembre et octobre, à chaque départ de rappelés, des heurts avec le service d'ordre se produisirent gare de l'Est, gare de Lyon, à Vincennes, Nantes, Valence, Marseille, Coblence ; à Rouen surtout, où six cents soldats

« Les rappelés crevaient les pneus des camions militaires. »

après avoir chassé leurs officiers de la caserne, furent soutenus et encouragés par plus de dix mille ouvriers qui luttèrent à leurs côtés contre la police (1).

Les rappelés crevaient les pneus des camions militaires, jetaient leurs paquetages, se suspendaient au signal d'alarme des trains, poussaient même leurs gradés par les fenêtres. Ils furent quatre cent mille à protester par tous les moyens : soit les deux tiers environ des jeunes gens disponibles pour le service armé. La population les soutint à plusieurs reprises. Des femmes se couchèrent sur les voies ferrées. Dans la Drôme, dans l'Isère, dans l'Ardèche, à Vendôme, à Ivry, des civils furent arrêtés par centaines : ils avaient aidé les soldats à s'insurger. Parmi eux cent vingt furent emprisonnés, pour lesquels aucune amnistie n'était encore intervenue en 1962.

Les comités de jeunes essaimaient dans la plupart des villes de quelque importance. Ils représentaient toutes les tendances de la gauche, SFIO, Nouvelle Gauche, Jeune République, JOC, JEC, Scouts, Eclaireurs. « *Pas de contingent pour la guerre d'Algérie* »... « *Protestation énergique contre le maintien des libérables et le rappel des disponibles* »... « *Appel à tous les jeunes de France pour s'unir dans l'action et exiger le retrait immédiat des mesures de mobilisation* »... Les jeunes catholiques eux-mêmes distribuaient des tracts et des manifestes, faisaient signer des pétitions, et écrivaient à Edgar Faure cette lettre signée par les Scouts, l'Action catholique et les Ajistes (2) : « *Certains rappelés et maintenus se trouvent placés dans des situations inacceptables, qui sont incompatibles avec les exigences de leur conscience, les droits de la personne humaine et la formation même qu'ils ont reçue dans leur mouvement.* »

Des informations commençaient à parvenir d'Algérie. Dans leurs lettres, les soldats parlaient d'exécutions sommaires d'otages, de ratissage en forme de massacres : depuis dix ans que la presse dénonçait les méthodes nazies, l'armée française était mal venue d'évoquer des idées de tortures.

Les conscrits et les démobilisés envisagèrent un moment une rencontre qui aurait lieu à Paris. Dans ce but, quinze mille soldats élirent six cents délégués. Mais la réunion fut interdite. Puis Edgar Faure tomba et Guy Mollet le remplaça ; un socialiste, il y eut une lueur d'espoir (3).

Mollet fut accueilli à Alger par une pluie de tomates pourries et décida l'envoi de cent soixante mille appelés en Afrique du Nord. Alors, les manifestations reprirent, d'une grande violence parfois, dans tout le pays, en mai et juin 1956 : au Mans, la population s'en mêla, ce qui provoqua une émeute d'où furent tirés dix blessés ; à Saint-Nazaire, où six mille ouvriers investirent la gare, empêchant les trains de partir. Entre Carcassonne et Sète, un train fut arrêté vingt-huit fois. A Grenoble, la population déchaînée coula du béton dans les aiguillages et livra à la police une bataille rangée de six heures, qui fit un mort et cinquante blessés. Mais il n'allait rien sortir de cette flambée de colère. Le manque de coordination entre les différentes actions (on se démenait au moment du départ d'un train, mais sans unité nationale), et la jeunesse croissante de ceux qui partaient furent responsables de la retombée. Les premiers rappelés avaient été des adultes, solidement ancrés dans la vie, mariés, travaillant, inscrits à un syndicat. Ils avaient conquis tout cela de haute lutte, à peine revenus des dix-huit mois précédents de service militaire légal. Repartir avait représenté pour eux une catastrophe. La solidarité des groupes auxquels ils appartenaient jouait en leur faveur. Mais lorsque ce fut le tour de la nouvelle classe d'être appelée, on s'aperçut qu'elle n'avait aucune conscience politique, aucune appartenance à un noyau autre que celui de la famille. Des gosses vulnérables, qui montèrent dans le bateau à leur cœur défendant, mais sans oser pour la plupart se rebeller. A peine revêtue la tenue kaki, ils furent pris dans l'engrenage de l'instruction militaire accélérée. Corvées, revues. On leur donna une mitraillette. Ensuite, ce n'était plus pareil : la guérilla, où ils risquaient leur peau, sans contact avec la métropole, sans informations, tout occupés à marcher, à galoper par les djebels. Comment déserter, une fois parvenus là-bas ?

« Jean Vendart fut envoyé faire pelote dans les bagnes... »

La « mise en condition » qu'ils subissaient à l'armée se révélait en outre fort efficace.

Le 21 septembre 1956, dix-neuf jeunes du contingent tombèrent dans l'embuscade des gorges de Palestro. Les services d'Action psychologique utilisèrent de main de maître ces dix-neuf morts : les « fellouzes » étaient des sauvages, et des criminels. Seuls des traîtres à leur patrie pouvaient soutenir ces gens-là.

Le contingent subit donc son sort sans joie. Ils étaient de plus en plus nombreux à découvrir sur le terrain les méthodes de la guerre subversive rapportées d'Indochine par les officiers d'active : zones déclarées interdites, regroupement des musulmans autour de misérables villages provisoires ; interrogatoires des suspects, recherche du renseignement, utilisation *systématique* de la torture, la sinistre gégène, l'immonde baignoire. Tous n'assistèrent pas à des scènes de ce genre, loin de là. Tous n'approuvèrent pas. Quelques-uns tentèrent même de protester d'une manière ou d'une autre, de discuter avec des camarades à propos de leur situation et de leur rôle. Mais ils furent vite neutralisés, et versés la plupart du temps dans des compagnies semi-disciplinaires où le problème de la survie remplaçait tous les autres.

Quand, à leur retour, ils racontèrent ce qui se passait, quand ils apportèrent des témoignages irréfutables, un certain choc se produisit dans l'opinion. La presse avait beau être sévèrement censurée et les éditeurs « subversifs » poursuivis — à travers « *l'Express*, *France-Observateur* ou *Témoignage Chrétien* — grâce à Maspero ou à Jérôme Lindon des Editions de Minuit, la vérité filtrait, effarante : un pays, qui se proclamait de vieille civilisation, utilisait pour « maintenir l'ordre » des moyens dignes des SS. Seuls ceux qui décidaient de se boucher les oreilles pour mieux digérer en paix — très nombreux il est vrai — pouvaient persister à l'ignorer.

Alors, quelques courageux refusèrent, non pas de faire leur service militaire, mais d'aller se battre dans ces conditions. Empêcher quoi que ce soit leur étant impossible, il ne leur restait que cette manière exemplaire de protester : faire la grève du fusil et de la *question* (4). Ils furent cinquante-six à agir ainsi — une poignée dérisoire, catholiques et communistes mêlés — parmi lesquels Jean Vendart, ajusteur à Paris, incorporé à Roanne en septembre 1957 et qui, ayant appris son départ pour l'Algérie le 3 janvier 1958, écrivit le jour même au président de la République : « *Je ne me pose pas en objecteur de conscience puisque je porte l'uniforme de l'armée depuis quelque mois. Je suis prêt à faire mon devoir de jeune Français contre quiconque attaquera mon pays. En tant que citoyen, j'obéis aux lois de la Constitution française qui déclare notamment dans son préambule : "La République n'entreprendra aucune guerre dans des buts de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple."* »

Jean Vendart fut envoyé faire la pelote dans les bagnes de Timfouchi et de Barrouaghia avec les autres fortes têtes de son genre : Jacques Alexandre, Claude Bardinet, Gilbert Bleiveiss, Pierre Boisgontier, Guy Bougerol, Lietchi, Magnien, ancien secrétaire de l'Union des étudiants communistes, Guyot, fils de Raymond Guyot, membre du bureau politique du PCF. Des noms qui firent du bruit à l'époque.

D'autres, plus d'une centaine, appelés ou rappelés, préférèrent ne pas répondre du tout à la convocation : Fernand Abarca, Pierre André, Paul Artola... Ils se cachèrent ou s'exilèrent. Ceux d'entre eux qui furent pris connurent eux aussi l'enfer des bataillons disciplinaires.

L'exception, au bout du compte. La répression était bien faite. L'armée ne craquait pas. La police accomplissait son devoir. La censure se révélait efficace. Le PC demeurait indécis, plein de réticence à l'égard aussi bien des révolutionnaires arabes trop nationalistes pour son goût, que des jeunes rebelles français qu'il ne contrôlait pas suffisamment. Quant à la masse, dans son ensemble, quoique peu favorable à la guerre, elle se résignait. [...]

L'autre forme de résistance fut active et se développa elle aussi autour d'une élite : essentiellement ceux qu'on appelait dans les années

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

soixante les « intellectuels de gauche ». Plus sensibilisés que les autres aux événements d'Algérie parce que, en particulier, ils étaient mieux informés, nombre d'entre eux allèrent jusqu'au bout de leur raisonnement : puisque la guerre d'Afrique du Nord était mauvaise en soi, puisque le FLN avait raison contre nous, il fallait l'aider. Pétitions, manifestes (tel l'appel des 121 en septembre 1960), manifestations (celle notamment organisée par l'UNEF en octobre rue Soufflot) : ces formes d'action, si elles étaient indispensables, ne suffisaient pourtant pas. Aussi furent créés les « réseaux de soutien » dont le plus célèbre se regroupa autour du philosophe Francis Jeanson. Une vie clandestine s'organisa, cloisonnée, avec planques, contacts et boîtes aux lettres, dans la pure tradition de la résistance française.

Il ne s'agit jamais là non plus, il faut y insister, d'un phénomène de masse — en particulier peut-être parce que le Parti communiste refusa d'appuyer cette forme d'action illégale. Les motivations, d'autre part, qui poussaient les membres des réseaux à transporter des petites valises contenant de l'argent, ou même éventuellement des armes, n'avaient rien d'unitaire. Une fièvre romantique avait saisi certains. D'autres purgeaient ainsi leur mauvaise conscience. Pour beaucoup, enfin, le peuple algérien, et à travers lui, tous les peuples opprimés du tiers monde avaient succédé au prolétariat occidental dans la conception de la lutte des classes : tous les pays du tiers monde étaient à délivrer de l'oppression impérialiste. Ainsi, dans cette perspective extrême, la lutte révolutionnaire du Maghreb pour son indépendance rejoignait la lutte révolutionnaire en France. Si l'Algérie parvenait à se libérer, on espérait que sa révolution entraînerait des centaines de millions d'hommes en guenilles exploités, jaunes et noirs, à faire une révolution mondiale. A moins qu'elle ne surgisse d'abord en France, des difficultés économiques et sociales nées du conflit algérien. Ces hypothèses étaient un peu prématurées. [...]

Lorsque l'interruption des opérations offensives fut enfin décidée le 20 mai 1961 puis, lorsque le cessez-le-feu fut proclamé le 19 mars de l'année suivante, que restait-il des espoirs nés de la guerre d'Algérie ? Peu de chose, d'aucun côté. La déception l'emportait partout : chez les Européens d'Algérie, parmi les cadres de l'armée — et dans les rangs des militaires métropolitains de gauche également. Durant tout le conflit, leur action était demeurée minoritaire. Elle n'avait guère fait progresser la cause de la révolution. Quant aux accords d'Evian eux-mêmes, ils représentaient une paix de compromis. Les nationalistes maghrébins ayant conquis leur indépendance feraient, c'était visible, leur chemin de leur côté. Le tiers monde ne se soulèverait pas. La révolution mondiale n'était pas pour demain. Les Français de gauche se voyaient renvoyés à leurs chères études. On leur avait donné tout simplement un os à ronger. Ils s'étaient cassé les dents dessus. Quelques individualités courageuses s'étaient bien sûr révélées, mais une génération entière se trouvait profondément marquée par l'absurdité des combats douteux auxquels elle avait participé. Les Français dans leur ensemble avait grogné ; ils n'avaient rien déserté du tout, ni le régime ni les structures sociales. Ils avaient tout juste changé de constitution. La société demeurait figée. Les plus lucides avaient perdu une illusion. Les autres, désormais, rêveraient de grandeur avec de Gaulle.

Une victoire marginale avait cependant été obtenue : le vote, après une bataille acharnée, du statut des objecteurs de conscience. Et ce succès, c'était Lecoin, une fois de plus, qui l'avait obtenu.

En 1957, à soixante-huit ans, fatigué, souffrant d'une maladie de cœur, il s'est retiré à Vence, dans une petite propriété qui domine le bord de la mer. Mais les condamnations qui pleuvent sur les objecteurs l'obsèdent. Pour avoir refusé de porter des armes, on les enferme dans les prisons comme des assassins, alors que les tueurs brevetés de l'armée rôdent en plein jour. L'ignominie, l'hypocrisie de la société révoltent une fois encore l'homme qui refusa de tirer sur des grévistes. Lecoin vend sa maison, revient à Paris, et fonde avec quelques amis un mensuel « *social, pacifiste, libertaire* » : *Liberté*.

A force de tirer les sonnettes des députés et des ministres, il obtint en 1958 que les objecteurs ayant déjà fait cinq ans de prison soient libérés. Quant à obtenir pour ceux qui le désirent le droit d'effectuer un « service civil » de durée équivalente au service militaire, comme cela se pratique par exemple en Allemagne ou en Angleterre, rien à faire. Le gouvernement ne veut pas en entendre parler.

En 1962, après la fin de la guerre d'Algérie, ils sont encore plus de cent cinquante sous les verrous, qu'aucune amnistie ne semble vouloir délivrer. Le 1er juin, Lecoin, le vieil anarchiste qui a passé douze années de sa vie en prison, prévient le général de Gaulle, chef de l'Etat, qu'il va commencer une grève de la faim. Il avertit qu'il la mènera jusqu'à la mort — à moins que les détenus ne soient relâchés et qu'un statut des objecteurs de conscience ne soit voté.

Qu'importe à l'Etat la disparition de son irréductible ennemi ? C'est une question que Lecoin ne se pose pas. Il jeûne une semaine. Quinze jours. Les journaux s'émeuvent. Les jeunes apprennent à prononcer son nom, comme leurs parents l'avaient fait avant eux. Mais son cœur donne des signes de faiblesse. Le préfet de police ordonne son transfert à Bichat. Il pèse 46 kilos. Les médecins qui le reçoivent déclarent que s'il ne recommance pas à s'alimenter, il va entrer dans un coma irréversible.

« *Je ne veux pas avoir le cadavre de Lecoin sur la conscience* », laisse tomber de Gaulle à l'issue d'un conseil des ministres.

Aussitôt le chef de cabinet de Pompidou, alors premier ministre, prend contact avec la fille de Lecoin, Mme Béringer : « *Le principe d'un statut des objecteurs de conscience a été approuvé,* lui annonce-t-il. *Vingt-huit d'entre eux qui ont déjà accompli trois ans de prison sur les cinq auxquels ils ont été condamnés vont être libérés.* »

Cela se passait le vingt-deuxième jour de la grève de la faim. Lecoin avait gagné. C'était son ultime bataille publique.

La France n'avait plus de colonies, les risques de conflit étaient d'autant diminués. Elle pouvait s'offrir le luxe d'avoir des objecteurs de conscience.

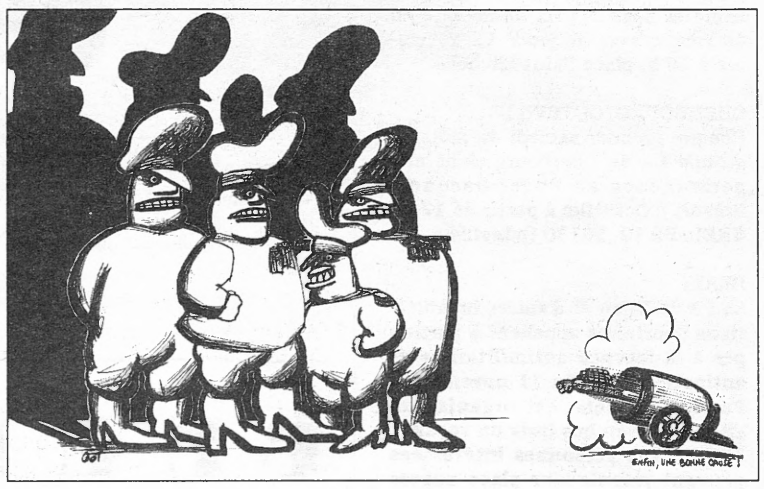
Agnès van Parys

(1) Cité par Maurienne, *Partisans*, n° septembre-octobre 1962.
(2) Ajistes : adhérents aux Auberges de jeunesse.
(3) Maurienne *op. cit.*

OBJECTION DE CONSCIENCE

Tous à la caisse !

Le ministere des Affaires sociales vient d'adresser un véritable ultimatum aux associations accueillant des objecteurs de conscience. Le courrier, daté du 6 octobre, qui leur est adressé, est un monument de morgue, d'hypocrisie et de verbiage bureaucratique. Celui-ci demande tout d'abord quelques vagues précisions sur les tâches remplies par l'objecteur au sein de l'association pour ensuite en venir au fait : à compter du 1er janvier, les associations devront prendre en charge à une hauteur de 15% le traitement des objecteurs qu'elles emploient ! Ce qui se monterait en moyenne à 4 000 F par an et par objecteur. Les associations ont été sommées de répondre si elles acceptaient ces dispositions avant le 15 octobre (neuf jours après l'envoi !), ce qui laisserait penser qu'elles ont toute latitude de refuser. Pourtant non : toutes les associations n'ayant pas répondu à cette lettre, qui a dû passer inaperçue à bon nombre d'entre elles et que d'autres n'ont reçu que le 18 ou le 20, ont vu leur habilitation suspendue depuis le 15. C'est du moins ce qu'il y est précisé. Du genre : on vous laisse le choix de refuser mais vous y perdez l'habilitation. Gageons que, d'ores et déjà, beaucoup d'objecteurs se retrouvent maintenant employés par des associations qui n'en ont plus le droit. Une situation plutôt inconfortable...



L'affaire est grave. L'Etat se met à exiger des associations qu'elles rémunèrent un travail obligatoire qu'il impose à l'objecteur. Sous prétexte d'un vague aménagement de la gestion administrative de l'objection de conscience, le statut est profondément remis en cause : beaucoup d'associations ne pourront pas prendre en charge financièrement leurs objecteurs. Ce qui veut dire concrètement que ceux-ci perdent en partie le libre choix de leur affectation et l'option associative, acquis en 1983.

La réaction des objecteurs de conscience et des associations doit être radicale et décisive si l'on veut arrêter la machine bureaucratique. Une réunion des associations employant des objecteurs a déjà eu lieu samedi 30 octobre à l'initiative du Comité de coordination pour le service civil (CCSC). Il est urgent de diffuser l'info le plus largement possible et, pour les associations, de réagir par des courriers en protestant et en réservant leur réponse à cet ultimatum. Elles peuvent prendre contact avec le CCSC (1) qui se propose de coordonner leurs actions. Les groupes d'objecteurs et les objecteurs peuvent également s'adresser de toute urgence au Mouvement des objecteurs de conscience (2).

Bertrand Dekoninck
(gr. Louise-Michel - Paris)

(1) CCSC, 16, rue Giono, 91000 Evry. Tél : (1) 64.97.83.46. Fax temporaire : (1) 60.73.55.33. Envoyer des copies des lettres de protestation, réponses, etc.
(2) MOC, 24, rue Crémieux, 75012 Paris. Tél. : (1) 43.41.91.80 (répondeur).

Les Etats, la misère, le racisme,
le trafic d'armes favorisent les guerres
et ceux qui en profitent

CONTRE L'ORDRE RACISTE, NATIONALISTE, CAPITALISTE ET MILITARISTE : AGIR, DÉSOBÉIR, ÊTRE SOLIDAIRE

Paris
11 novembre - place de la République
à partir de 11 heures

FORUM
(avec tous ceux et toutes celles qui agissent ici et ailleurs)
CHANSONS
Chanteurs Livreurs, Bumblebee's Spirit, Raymonde et les Blancs Becs, Sabine Viret, Désert Culturel
stands, buffet, boissons, librairie
ANIMATIONS DIVERSES
dessinateurs contre la guerre, écrivains, théâtre de rue, manifestation (à partir de 16 h 15)

Journée organisée par la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, l'Union des anarchistes, « Urgence pacifiste », le groupe parisien de Sat (travailleurs espérantistes), Réflex, la CNT-AIT historique (Bordeaux) région parisienne, l'Alternative libertaire.

Avec le soutien d'« Apache » (SCALP), de l'Union pacifiste de France, du Mouvement des objecteurs de conscience, d'Avis de Recherche, du CIRC, de la 2e UR-CNT, de la CNT Vignoles-Besançon.

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Le groupe Emma-Goldman de Bordeaux appelle à un rassemblement contre les armées, le nationalisme et pour la paix immédiate en ex-Yougoslavie, le jeudi 11 novembre à 10 h, place Saint-Michel.

CHERBOURG/OCTEVILLE
Chaque premier samedi du mois, le groupe FA de Cherbourg tient une permanence au Foyer Jacques-Prévert d'Octeville à partir de 17 h. GREL, BP 12, 50130 Octeville.

DIJON
La FA de Dijon et d'autres organisations libertaires appellent à participer à la journée antimilitariste et antinationaliste du 11 novembre à Paris. Pour cela, est organisé un aller-retour en bus (prix du voyage : 100 F). Les personnes intéressées peuvent retenir leur place auprès de la FA, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49. Permanences : mardi et vendredi à partir de 12 h et samedi de 15 h à 18 h.

DIJON
Le GREL (FA de Dijon) vous invite à une conférence-débat sur le thème du « nationalisme », le samedi 6 novembre à 21 h, en son local situé au 61, rue Jeannin à Dijon.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès tient désormais sa permanence du 102, rue d'Alembert (dans le local du CDESI), le mardi de 18 h 30 à 20 h 30.

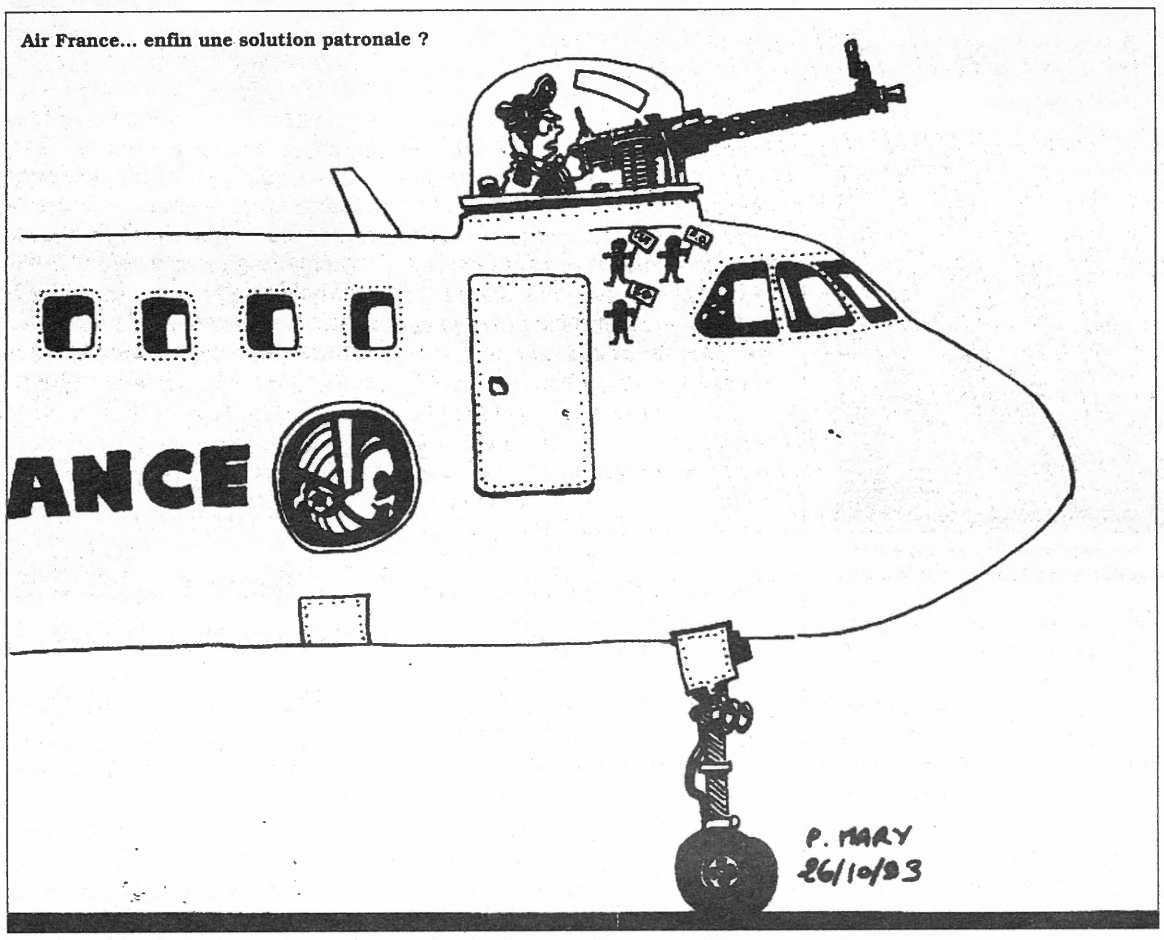
LE MANS
Pour la mobilisation anti-guerre du 11 novembre à Paris, le groupe FA du Mans organise un voyage aller-retour au prix moyen de 60 F. Le départ s'effectuera à 8 h à partir du 4, rue d'Arcole et le retour en soirée. Inscriptions au 43.85.02.16.

PERPIGNAN
Dans le cadre de la manifestation fédérale contre le racisme, la guerre et le nationalisme, qui se déroulera le jeudi 11 novembre à Paris, l'Union régionale FA du Sud-Ouest et le groupe Puig-Antich organisent, au départ de Perpignan, un voyage aller-retour pour la somme de 290 F par personne.
Ce départ aura lieu de Perpignan le mercredi 10 novembre en soirée et le retour s'effectuera le vendredi 12 novembre en matinée.
Réservez, dès à présent, votre voyage auprès des membres de l'Union régionale, dont voici les coordonnées :
— Librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan ;
— Liaison FA du Razès (Aude) : Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès ;
— Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolière, 31000 Toulouse (permanences : jeudi de 18 h à 20 h et samedi de 14 h à 18 h).

RENNES
Le groupe FA de Rennes organise un voyage en bus sur Paris à l'occasion du 11 novembre. Prix : 100 F. Renseignements : MJC Rennes centre, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes. Tél. : 99.59.34.07. Permanence : mardi soir.

RHÔNE-ALPES
l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA, dans le cadre de la mobilisation anti-guerre du jeudi 11 novembre à Paris, organise un voyage collectif. Le 11 novembre, un bus partira de la gare routière de Grenoble à 5 h ; il sera devant la gare SNCF de Bourgoin-Jallieu à 6 h et à 7 h sur le quai Claude-Bernard (au niveau de la picsine du Rhône) à Lyon. Retour en soirée.
Coût du voyage : 150 F. Renseignements et inscriptions à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10 (ouverture du mercredi au samedi de 15 h à 19 h).

Air France : un grand crash dans le consensus



Air France... enfin une solution patronale ?

(suite de la « une »)
filiales ou des petites entreprises privées, « *c'est de l'esclavage. Pour le chargement de la nourriture sur les avions, par exemple, les mecs effectuent seuls un boulot qu'ils étaient quatre à faire auparavant. Le droit de grève n'existe pas. L'année dernière, le personnel naviguant de la compagnie Air Outre-mer a tenté de faire grève. Le soir même, la direction prononçait le lock out de l'entreprise. Les grévistes ont repris le boulot le lendemain...* ».

Ce mouvement à Air France, il remonte sans doute loin. Un troisième plan a déclenché la révolte, car c'est de révolte qu'il s'agit. Philippe est militant CFDT, employé dans le secteur hôtellier. Pour lui, « *une pression folle est exercée sur les salariés, afin de les pousser à se taire. Il y a quelques mois, ils m'ont infligé un blâme parce que j'avais pris... une orange ! Pour eux, c'était une manière de dire aux salariés de se tenir à carreau.* » Les attaques contre les primes, elles n'étaient pas nouvelles.

Bernard : « *En un an, j'ai l'impression d'avoir perdu ce que les vieux ont mis trente ans à gagner par la lutte* ». Signe avant-coureur du mécontentement dans les ateliers : la parano de la direction. « *Ils avaient peur*, dit Philippe, *depuis six mois, ils installent des portes de sécurité partout, ils embauchent des vigiles, ils essaient de semer la terreur parmi les salariés par des sanctions* ». Et la révolte a éclaté.

« *C'était dingue* », nous confie Philippe. « *J'ai vu des mecs, dont je n'aurais jamais pensé ça d'eux, (marié, des gosses, calme) prendre des pierres, instinctivement et les lancer à la gueule des flics, sans même penser à se masquer le visage pour se protéger des éventuelles poursuites !* ». « *Quand je suis rentré de vacances*, s'exclame Bernard, *je croyais que c'était un banal mouvement. Une journée de grève, sans plus. Mais j'en suis pas revenu. J'ai vu des anciens de la boîte nous dire qu'ils n'avaient jamais vu ça, même en 68 !* ». La grève a touché « *neuf salariés sur dix* », selon Bernard. Elle a touché le fret, les personnels au sol, les filialisables et jusqu'aux personnels commerciaux et d'accueil (ESC), ainsi que quelques stewarts et hôtesses, dont ce n'est pourtant pas le genre de se mettre en grève. Les grévistes étaient très déterminés et le sont toujours. Occupation des locaux pendant toute la durée de la grève, blocage des pistes... L'arraisonnement du Concorde présidentiel fut une action particulièrement réussie et médiatique.

« Les grévistes étaient très déterminés et le sont toujours. »

Mais la réplique de la direction et du gouvernement fut à la hauteur de l'attaque et du danger pour le patronat : présence massive des forces de l'ordre, évacuation des pistes par la force. « *On était très bien organisés*, rapporte Philippe, *on avait de quoi se protéger des gaz lacrymogènes. On n'a pas hésité à utiliser les matériels anti-incendie sur la piste. Les copains étaient tellement révoltés qu'il ne nous a malheureusement pas été possible de se rapprocher des flics pour un combat au corps à corps qui les aurait beaucoup plus gênés : les affrontements commençaient de trop loin.* »

Mais le plus important fut sans doute la détermination de la base. « *Dès le début du mouvement*, explique Philippe, *l'ensemble des syndicats a dit aux salariés : "voilà, c'est votre mouvement, vous décidez des formes qu'il prendra." Les décisions se sont prises en assemblée générale et en totale transparence de la part des militants syndicaux. Nous, on essaye de préserver l'unité syndicale.* »

Dimanche 23, FO annonce unilatéralement la cessation du mouvement puisque le plan est « retiré » et Attali démissionnaire. La confédération est désavouée par les assemblées générales, ce qui la poussera à attendre le mardi 25 pour appeler à l'arrêt du conflit. « *On tient à être très prudents à ce sujet*, dit Philippe, *et à ne pas rajouter de querelle syndicale. Mais c'est vrai que la position de l'appareil de FO n'est pas claire. Cependant, il faut dire qu'il y a encore des délégués FO qui sont toujours dans le mouvement, j'en connais au moins un* ».

Qu'en est-il donc du PRE ? Pour Philippe, « *Bosson a annoncé son retrait. Blanc parle, lui, de suspension en attente de la concertation sociale. Il y a tout à parier que, les négociations entamées, la direction ressortira le PRE vaguement toiletté* ». C'est pour cela que la mobilisation continue. « *Jeudi, on a été voir les cadres. On les a d'ailleurs séquestrés gentiment deux ou trois heures. On leur a demandé si le PRE était retiré. Ils ont été incapables de nous répondre. De même pour les filialisations prévues par le plan.* »

Les premiers contacts de Blanc avec les syndicats devaient donc avoir lieu mardi dernier. « *Il reçoit les organisations une par une*, s'indigne Philippe *On compte bien y aller tous ensemble Espérons que FO jouera le jeu* ».

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce conflit, notamment le fait que quand un patron fait des conneries, c'est l'ouvrier qui paye. Le rachat dans des conditions douteuses d'UTA, en 1990, a ainsi coûté 7 milliards (pour seize appareils) à Air France, c'est-à-dire le montant de son déficit depuis. Mais laissons Bernard conclure : « *On ne se battait pas seulement pour Air France. Il y a des milliers de suppressions d'emplois partout en Europe. Pendant la lutte, des entreprises en France et à l'étranger nous ont regardé. Ça a redonné un coup de fouet au monde ouvrier. Et pas seulement en France !* ».

Propos recueillis par Bertrand Dekoninck

Le caveau « La Bohème »/ théâtre Les Déchargeurs présente ELISABETH GUIMOU DE LA TRONCHE
samedi 13 novembre à 20 h 30
samedi 27 novembre à 20 h 30
samedi 18 décembre à 20 h 30
Prix des places : 80 F (tarif réduit : 60 F)
Caveau « La Bohème »/ théâtre des Déchargeurs 3, rue des Déchargeurs (M°/RER Châtelet) 75001 Paris.
Réservations : 42.36.10.29 et 42.36.00.02.

« PAËLLA PARTY » à l'initiative du Syndicat des employés et travailleurs précaires du commerce et de l'industrie (CNT)
samedi 13 novembre
33, rue des Vignoles (M° Avron) 75020 Paris
17 h : ouverture à la sangria ;
18 h : spectacle avec Joyet et Roll Mops (humoristes) ;
19 h : grande bouffe avec animations par les artistes de la rue de Vitruve.
Participation aux frais : 50 F.

CASSETTES RADIO LIBERTAIRE SUR L'INDE
Les Relations internationales de la FA ont édité une série de cinq cassettes sur l'Inde, se présentant comme suit :
A) « *Aspects historiques, religieux et politiques* » (une cassette de 90 minutes. Prix : 40 F) ;
B) « *Situation politique depuis l'indépendance - Le conflit indo-musulman* » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix d'une cassette : 60 F) ;
C) « *La musique classique hindoustanie* » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix d'une cassette : 60 F).
Par ailleurs, on peut consulter un dossier documentaire sur l'Inde à la librairie du Monde Libertaire.

BILLET AMÉRICAIN - 6

Quand la bourgeoisie noire est à la recherche de clients fiables

Le dernier badge à la mode : « Rodney King a découvert l'Amérique ».

Christopher Jones est déprimé ! Cet avocat de la ville de Waco, au Texas, a reçu dernièrement de nombreuses lettres d'injures. En tant que membre de la section locale de la Civil Liberties Union, l'équivalent américain de la Ligue des droits de l'homme, il a accepté d'assurer la défense de M. Lee, un menuisier costaud au crâne rasé, dont le FBI veut absolument consulter le carnet d'adresses. Ce à quoi Maître Jones s'oppose farouchement au nom des libertés démocratiques. Pourquoi se fait-il injurier, peut-on se demander ? Il faut le dire, la situation est complexe : le menuisier est le dirigeant local du Ku Klux Klan et M. Jones est un membre éminent des milieux bourgeois noirs de l'Etat. Certains parlent d'opportunisme, d'autres de naïveté... Quoi qu'il en soit, ce fait divers illustre assez bien la difficulté d'être un bourgeois américain quand on est noir. Pour la bourgeoisie noire, il s'agit de donner des preuves d'attachement aux valeurs dominantes de ce pays alors qu'elle ne parvient pas à se dégager du terrible poids de la question noire. Le jour où M. Jones a pris connaissance du dossier de M. Lee, les grands journaux américains rappelaient que chez les jeunes noirs la tuberculose gagnait du terrain et que 40% d'entre eux étaient au chômage, soit deux fois plus que les jeunes blancs. Avec un soupçon d'inquiétude patriotique, le *New York Times* soulignait, de son côté, qu'aujourd'hui l'espérance de vie d'un jeune né à Shangaï dépasse celle d'un jeune né dans un ghetto américain. C'est dire que ceux qui ont écrit à Maître Jones ne manquent pas d'arguments pour démolir ses croyances dans la démocratie américaine. Les plus enragés n'auront sûrement pas manqué de lui rappeler les assassinats commis par les copains de M. Lee. L'ascension sociale de la bourgeoisie noire américaine a un prix élevé : cynisme et reniement en font partie. Si Maître Jones a du mal à faire passer son message, celui de M. Chavis est mieux reçu. C'est un ancien militant d'extrême gauche des années 60, devenu le dirigeant de la très puissante et respectable organisation noire : la NAACP. Touché par la grâce néo-libérale, il préconise une nouvelle approche pour l'amélioration de la situation économique de la « communauté noire ». Il suffit que les grands groupes capitalistes privés signent un accord par lequel ils s'engagent à intégrer des PME noires dans leurs réseaux de sous-traitance. En échange, et à toutes fins utiles, la NAACP leur attribue un label anti-raciste. Derrière ce marchandage sordide apparaît l'idée de renforcer le petit capitalisme noir... alors que chacun sait que les Noirs pauvres seront toujours les laissés pour compte. Le développement du capitalisme noir est aujourd'hui la recette miracle des bourgeois noirs. Pourtant ce développement signifie l'intégration de leurs entreprises dans l'économie existante, celle justement qui rejette la grande masse des prolétaires et des pauvres noirs ! Ce n'est pas M. Gibbs qui nous dira le contraire. Président d'une des grandes banques noires d'Atlanta, la Citizen Bank, il explique que les banques noires doivent désormais rechercher une « *clientèle fiable* », c'est-à-dire blanche ! « *Dans la communauté noire, les gens ne payent plus leurs dettes* », ajoute-t-il. On a beau être Noir, on est capitaliste avant tout ! Ce qui n'empêche pas ces vautours de s'étendre sur le thème de « *la dignité, de l'identité et de la culture du peuple afro-américain* ». Et, comme partout ailleurs, c'est sur ces concepts identitaires et culturels que la convergence se fait avec les idéologies populistes fascisantes d'en face (ou d'à côté). Le menuisier texan du Klan n'en revient pas qu'on puisse s'étonner de sa collaboration avec Maître Jones : « *Je ne suis pas raciste, moi ! Je suis séparatiste. A chacun sa culture et sa place. Si M. Jones se révèle être un bon avocat, c'est bien la preuve qu'ils peuvent avoir leur élite et vivre de leur côté !* » Comme disait une de ses idoles : « *Ein Volk, ein Fürher* » (« Un peuple, un chef ! »). C'est clair, non ? Ou plutôt, c'est Blanc ou Noir, mais il ne faut surtout pas métisser les questions et les réponses.

Charles Reeve
(Madison, le lundi 20 septembre 1993)

BULGARIE

Succès du congrès anarchiste

Le congres de la Fédération anarchiste bulgare (FAB), qui s'est déroulé à Sofia du 29 au 31 mai 1993 fut couronné de succès, comme nous le rapporte notre compagnon bulgare délégué FA pour l'occasion. Organisé par les militants de Sofia et de Pernique, il a rassemblé jusqu'à 350 personnes. L'ordre du jour fut consacré à divers rapports sur la situation internationale et locale, et sur les activités de la FAB. L'essentiel des débats s'est porté sur le fonctionnement de l'organisation, avec des discussions sur les statuts, des modifications de ceux-ci et la nomination d'un secrétariat. Le comité de rédaction du journal de la FAB, *Svobodna Missal* (« Pensée libre »), fut renouvelé, avec, notamment, l'apparition de militants plus jeunes. La Fédération de la jeunesse anarchiste (FAM) était présente au congrès, même si, dans l'ensemble, on peut regretter l'absence relative de militants moins âgés.

Les groupes de la FAB développent un gros travail de propagande, par le biais de tournées de conférences, de journaux locaux (comme à Dupniza ou Plovdiv) et de publications de brochures (Tranovo et Debelts, qui ont par exemple traduit la brochure *Qu'est-ce que l'anarchisme ?*, éditée par la FA, ou encore publié des textes sur Kronstadt et *Les raisons de l'apparition et du développement de l'anarchie* de Tchorbadjiev).

La maison d'édition Artizdat, créée par des compagnons anarchistes, officiellement reconnue et enregistrée, a déjà publié un certain nombres d'ouvrages tels que *Les bases de l'anarchisme*, *Les erreurs du marxisme*, *De la Commune*, et met sous presse le livre de Gaston Leval sur la révolution espagnole, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* de Bakounine et *L'Entraide* de Kropotkine.

Les compagnons bulgares n'oublient pas la solidarité transnationale ; la FAM a par exemple organisé un soutien en faveur des libertaires du Nigeria.

Notre délégué a lu au congrès le message de salutations de la FA, qui a reçu un excellent accueil.

Il faut souligner le fait que bon nombre de compagnons bulgares, surtout les plus anciens, mais pas seulement, parlent et lisent avec aisance le français. La FA va procéder à des envois gratuits du *Monde libertaire* ou à des échanges de presse. Nous pouvons développer nos échanges avec facilité, notamment par l'envoi d'ouvrages ou de matériel de propagande, voire des aides financières comme le demande Artizdat. Il serait souhaitable, à cet égard, que se développe un système de jumelages entre les groupes de la FA et les différents groupes anarchistes présents un peu partout en Bulgarie (Sofia, Plovdiv, Blagoevgrad, Kazanlak, Koprivchiva, Kustendil, Pernik, Pleven, Stanke Dimitrov, Stara Zagora, Varna, V. Tarnovo). A vous de jouer !

Le secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste

Quelques adresses bulgares :
— *Svoboda Missal*, PO Box 1, Sofia 1199 ;
— FAM c/o
1) A. Grozdev, 18, Nikola Slavkov, étage 3, appt 6, 1463 Sofia
2) L. Handjiev, JK « Hipodrouma », bloc 142, entrée B, appt 388, 1612 Sofia
(n° de compte bancaire : 664 180 022700 7, TB « Biochim », Clon « Pirin ») ;
— KF Artizdat, 64, boulevard Levski, 1000 Sofia (n° de compte bancaire : 422 388 300 6, TB « Electronika » Sofia).

Message de la Fédération anarchiste de langue française aux participants du congrès de la FAB (printemps 1993)

Compagnes et compagnons, recevez les chaleureuses salutations des compagnes et compagnons de la Fédération anarchiste de langue française, qui tient en ce moment-même son propre congrès, le 50e, à Bordeaux. Recevez également les salutations du Comité de relations de l'Internationale des fédérations anarchistes (CRIFA), dont le mandat est actuellement tenu par la FA.

Nous sommes plus que jamais attentifs aux résultats de votre congrès qui, nous l'espérons, confirmera le nouvel essor du mouvement anarchiste en Bulgarie. En effet, comme vous le savez aussi bien, sinon mieux, que nous, la région des Balkans est actuellement en proie à une crise grave qui, par ricochet, peut menacer l'ensemble de l'humanité. Les événements qui se déroulent en ex-Yougoslavie nous confirment qu'après la chute du capitalisme d'Etat soviétique, ni le capitalisme libéral démocratique ni le nationalisme ne représentent de réels espoirs pour une société meilleure, au contraire.

Mais, tandis que les capitalistes et les gouvernements tentent d'unir l'Europe de l'ouest sous leur contrôle, ils cherchent à se partager les dépouilles de l'ancien empire soviétique, dont les populations n'arrivent pas à se débarrasser des anciens dirigeants recyclés dans le nationalisme.

Les dirigeants européens cherchent à nous entraîner dans ces guerres fratricides, stupides, ils prônent une intervention militaire sous des prétextes humanitaires. Compagnons, compagnes, il faut que vous sachiez que nous nous opposons à cette intervention. Nous disons merde au nationalisme, nous avons également besoin d'entendre que là-bas aussi vous disiez merde au nationalisme en serbo-croate, en slovène, en russe, en grec ou en bulgare !

Nous savons que seul un mouvement social profond, présentant un autre projet de société, autogestionnaire, fédéraliste, anarchiste est, à terme, le seul capable de nous sortir de l'horreur. Et, pour cela, nous nous efforcerons, dans la mesure de nos moyens, de nous entraider.

Bons travaux, bonne chance au congrès, vive la révolution sociale, vive l'anarchie !

Philippe P.
(pour la FA, le secrétaire aux Relations internationales)

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

BRÉSIL : PÉTITION EN FAVEUR D'UN SQUATT ANARCHO-PUNK

Nous avons reçu une pétition de nos amis anarcho-punks de la ville de Florianopolis, capitale de l'Etat de Santa-Catarina (Brésil), qui ne cessent d'être inquiétés par la police depuis qu'ils ont investi un local. La pétition est rédigée ainsi : « *Nous, signataires, par ce document nous démontrons notre solidarité et appui au projet "Espace culturel alternatif" qui est développé par le mouvement anarcho-punk, dans la maison squattée de la rue Almeda-Adolfo Kander au n° 1308 à Florianopolis.* »

Cette pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. N'hésitez pas à la demander.

Hervé

FRESNES

Situation critique d'un prisonnier politique basque

Lorsqu'une délégation des *ikastolas* (ou écoles basques) est venue se faire entendre à Paris en juin 1992, aucun média ne s'était déplacé à leur conférence de presse. Etrange silence dans ce beau pays de France et de Navarre (sic).

Le Pays basque n'intéresse personne. Le peuple basque ne devrait plus exister. Si on n'en parle pas, peut-être pourra-t-on le rayer de la carte ? Le silence des médias accréditerait presque cette équation simpliste...

La France ne pratique pas la torture contre les militants de la cause basque comme c'est malheureusement le cas de l'autre côté des Pyrénées. Mais elle essaye, elle aussi, de se débarrasser en douce de ces militants qui la dérangent. Pourquoi se gêner puisque les médias se taisent ?

Peio Marinelarena, interné à la prison de la Santé, dans une cellule sans lumière et humide, atteint d'un sida qu'on n'a jamais soigné qu'à coups de cachets d'aspirine, est mort à 29 ans d'une candidose pulmonaire à l'hôpital Beclère de Clamart, où il avait été transporté dans le coma, quelques jours avant qu'il ne décède.

Jean Groix, vétérinaire breton, arrêté pour avoir hébergé deux Basques, s'est pendu dans sa cellule de la prison de Fresnes en janvier 1991.

Ttotte Etxeveste, lui, est vivant. En 1988, lors de son arrestation, un policier lui a tiré une balle dans le dos, alors qu'il était à terre. Depuis, Ttotte est paraplégique. On l'a mis en prison tout de même, puis on l'a libéré un an plus tard, pour des raisons de santé évidentes. Ensuite, de longs séjours en hôpital lui permettaient de vivre mieux son handicap, de se faire soigner des escarres contractés en prison, de se faire poser un sphincter artificiel...

En mai dernier, Ttotte est à nouveau arrêté et incarcéré à la prison de Fresnes, pour « *exécution de peines relatives à des condamnations antérieures* ». Paraplégique ou pas, il faut qu'il paye !

En prison, on commence par lui supprimer son fauteuil roulant. Motif : objet personnel. Puis, on stoppe tous ses traitements en cours. On ne fait plus rien pour lui éviter les escarres. On ne lui fait plus aucune analyse d'urine, analyses qui pour lui, sujet à des infections fréquentes, sont pourtant indispensables.

Quant à la rééducation fonctionnelle régulière dont il a besoin, on lui octroie généreusement une heure par mois avec un kiné. Seulement, mal soigné, Ttotte souffre de malaises et de pertes de connaissance, qui entraînent sa chute. Réponse immédiate de l'administration pénitentiaire : on lui supprime son heure mensuelle de kiné.

« Les droits de l'homme s'arrêtent-ils où commence la raison d'Etat ? »

Au bout de quatre mois d'incarcération, Ttotte a perdu douze kilos, et ses malaises s'aggravent de jour en jour.

Si personne n'en parle, on peut le laisser comme ça, jusqu'à ce qu'il épuise ses forces et son moral.

Quel crime a commis cet homme de 31 ans pour qu'on le traite comme ça ? Défendre un pays qu'on abîme, qu'on mutile. Défendre une langue qui est la sienne, un pays qui est le sien, et se battre contre l'Etat français.

En Espagne, deux militants basques sont morts récemment sous la torture. Amnesty International dénonce, mais les tabassages continuent dans les commissariats et les prisons, avec par exemple des matraques électriques.

En France, on laisse mourir des prisonniers en les privant de soins. En fait, les polices espagnole et française collaborent main dans la main, et la répression s'exerce conjointement contre le peuple basque dans son ensemble, au nord comme au sud.

Les Etats, quels qu'ils soient, n'aiment pas qu'on les attaque, même s'ils sont signataires du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*... Les droits de l'homme s'arrêteraient-ils là où commence la raison d'Etat ?

Rester indifférent devant cela, c'est finalement comme si nous, anarchistes, arrêtions de nous battre contre l'Etat. Dans cette lutte permanente, nous sommes aux côtés de Ttotte.

Non seulement, il faut qu'il sorte de prison (1), mais il faut dénoncer sans relâche les abus de l'administration pénitentiaire qui pense pouvoir se débarrasser discrètement de celles et ceux qui dérangent l'ordre établi.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'il y a plus de 600 prisonniers politiques basques : 62 dans les prisons françaises, les autres dispersés dans les prisons espagnoles. Qu'il y a 38 réfugiés assignés à résidence en France, qui peuvent à tout moment être expulsés et remis à la police espagnole. Enfin que 53 Basques ont été déportés en Afrique et en Amérique latine.

Il faut donc en parler, en parler sans relâche, pour vaincre le silence majuscule des médias.

Ytak

(1) Demandez, puis renvoyez, la pétition à signer pour la libération immédiate de Ttotte Etxeveste pour raisons médicales au **Comité de soutien à Ttotte Etxeveste, 6, rue des Visitandines, 64100 Bayonne** ou à la librairie du Monde Libertaire. Vous pouvez aussi envoyer un petit mot de soutien à **Ttotte Etxeveste, n° 835 323 QC 264, hôpital pénitentiaire de Fresnes, maison d'arrêt, 3, allée des Thuyas, 94261 Fresnes cedex.**

Associations

VILLEURBANNE : TOURNÉE DE CONFÉRENCES DES INDIENS GUATÉMALTÈQUES DES CPR

Les Communautés populaires en résistance (CPR) seront le samedi 6 au **CCO de Villeurbanne (39, rue Georges-Courteline)** de 14 h 30 à 22 h à l'initiative du COSOPAC, de l'Association France-Amérique latine, l'ICRA et de la librairie La Plume Noire de la Fédération anarchiste.

Programme : 14 h 30 : débats avec la délégation des CPR ; 17 h - 19 h : vidéos et diaporamas ; 19 h - 22 h : apéritif, chants et musiques d'Amérique centrale. Entrée : 30 F.

Les CPR seront auparavant le 5 novembre à Nevers, et ensuite le 7 à Grenoble, le 8 à Montpellier, le 9 à Bordeaux, le 10 à Angoulême et le 11 à Nantes.

PARIS : JOURNÉE D'ÉTUDE SUR « PROUDHON : SA CORRESPONDANCE ET SES CONTEMPORAINS » (*RAPPEL*)

Samedi 6 novembre, au **Foyer international d'accueil de Paris (FIAP-Jean-Monnet), 30, rue Cabanis (M° Glacière), 75014 Paris,** se déroulera une journée d'étude sur « Proudhon : sa correspondance et ses contemporains » à l'initiative de la Société Pierre-Joseph Proudhon.

Cette journée débutera à 9 h par un exposé introductif de Bernard Voyenne : « Proudhon épistolier » ; suivront, en matinée, divers exposés sur le thème suivant : « Itinéraire intellectuel : maîtres et amis », avec Chantal Gaillard : « Lettre à Michelet », Jean-Paul Thomas : « Proudhon et Just Muiron », Georges Navet : « Lettres à Joseph Tissot », Raimondo Cagiano De Azevedo : « Malthus et Proudhon d'après la correspondance de Proudhon », Françoise Fichet-Poitrey : « Proudhon et Blanqui », Patrice Rolland et Jacques Bouché : « De l'amitié dans la correspondance de Proudhon », Pierre Ansart : « Lettres à sa femme ». En après-midi (après une pause entre 12 h 30 et 14 h), divers exposés se feront sur le thème suivant : « Politique et philosophie », avec Bernard Voyenne : « Les amis très proches », Marc Vuilleurmier : « Les correspondants de Proudhon en Suisse », Bruno Verlet : « Lettres au citoyen Rolland », René Mestre : « Le prolétaire et le prince », Patrick Cingolani : « "Un complot réel", Baudelaire correspondant de Proudhon », Patrice Rolland : « Les correspondants de Proudhon : un exemple, Charles Renouvier », Gaston Bordet : « Lettres à l'abbé Lenoir », Jacques Bouché : « Correspondance sans lettres » (Auguste Blanqui) ». A 17 h 30, se déroulera l'Assemblée générale de la Société Proudhon, suivie d'un verre de l'amitié. Entrée libre.

Société Pierre-Joseph Proudhon, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

LIMOGES : COLLOQUE « L'URANIUM ET LA SANTÉ »

La Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRII-RAD) organise un colloque : « L'uranuim et la santé » le samedi 6 novembre de 9 h à 19 h dans la **grande salle du Conseil régional, boulevard de la Corderie à Limoges.** Les débats seront suivis de la projection du film *L'uranium en Limousin* à 21 h.

Renseignements au **CRII-RAD Marche Limousin, Beaulieu, 87470 Peyrat-le-Château. Tél. : 55.69.46.06 ou 55.32.58.76.**

LILLE : RENCONTRE AVEC LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU NORD/PAS-DE-CALAIS AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX (*REPORTÉE AU 20 NOVEMBRE*)

Le Centre culturel libertaire de Lille vous invite à débattre avec des agriculteurs respectueux de l'environnement, partisans des échanges Nord-Sud, ouverts sur le monde ouvrier et les associations de consommateurs, adversaires de la FNSEA et promoteurs d'un syndicalisme de transformation sociale... à savoir plusieurs militants de la Confédération paysanne du Nord/Pas-de-Calais. Cette rencontre-débat aura lieu le samedi 20 novembre à 15 h au **CCL Benoît-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.**

Notre dernière affiche

Le groupe Henry-Poulaille édite l'affiche ci-dessus. Format 40X60. Prix : 50 F chaque rouleau de 50 exemplaires. Prix à l'unité : 5 F. Chèque à l'ordre de Publico. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Nouvelles du front

MONTPELLIER : POUR UN DOIGT D'HONNEUR...

Faut-il que l'armée soit prévoyante cette année ?

Les caprices du baromètre laissant à penser que les gradés de service pâtiront des rigueurs hivernales en ce jour de commémoration d'armistice, l'armée a convié ses bons et loyaux serviteurs à venir se réchauffer le lendemain, **12 novembre, dans la salle Montesquieu du tribunal de Montpellier,** afin de mettre un terme aux activités subversives du sieur Garcin Jacques, pris en flagrant délit de doigt d'honneur à une colonne motorisée (on a la place Tiananmen que l'on peut), « *peut-être aurait-il coupé les choses, par bonheur ils n'en avaient pas* ».

Il y a une vingtaine d'année, je pensais avoir reconquis le plateau du Larzac, voilà-t-il pas que je les retrouve dans mon propre canton, armés jusqu'aux dents, prêts à bondir... et, par un légitime réflexe libertaire pour le vieux réfractaire que je suis toujours, je ne lève plus le poing mais un doigt tout ausssi suggestif ! « *Avec le temps va tout s'en va...* »

Ce doigt coupable provoqua une course poursuite avec un Rambo, très terre à terre, qui me proposa une rixe, un duel au grand soir, sans les attributs galonnés qui le distinguent du commun des mortels. Ce duel se limitait à un pugilat verbal où il fut tout autant question de Somalie que d'Occitanie... « *Et je vous jure que d'entendre cet adjudant de mes fesses, c'est des coups à vous faire des armées d'impuissants...* »

Cette affaire se conclut par une plainte dont les suites sont celles que je vous soumets.

Je n'irai pas le rouge au front et le savon à la main.

Insoumissions salutaires.

Jacques Garcin

LÉO FERRÉ

« Je ne suis que la mauvaise graine »

Photo Alain Dodeler.

MAUVAISE GRAINE, mauvaise herbe, mauvaise tête, c'est Léo qui l'écrivait. Dans les années 50, du temps de *Poètes, vos papiers !*. « *J'suis un type/Un' grain' d'ananar* », revendiquait-il dans un autre texte de la même époque.

C'est sous le titre de cette chanson que Brassens, autre « *mauvaise herbe* », n'aurait pas renié, que Robert Horville et les Editions n° 1 viennent de réunir plus de deux cents textes de Léo Ferré (1). Tout est là ou presque, les poèmes, les chansons, ses « *chants de revendication* », tous ses je t'aime et ses coups de gueule.

« *Je voudrais que ces quelques vers constituent pour les hommes libres qui demeurent mes frères un manifeste de l'espoir* », écrivait Ferré dans *Préface*, dont on retrouve ici la version originale. Sont réunis également des textes comme *Basta*, *Il n'y a plus rien*, *Technique de l'exil* ou *L'Imaginaire*, et d'autres moins connus tel *Introduction à la folie*, *Je parle à n'importe qui*, *La méthode* ou *Alma Matrix*, un inédit érotique. Ou encore *L'Anarchie*, ce long texte où Ferré explique la sienne (« *L'anarchie, cela vient du dedans* »). « *L'anarchie est la formulation politique du désespoir* », affirme-t-il avant de s'en prendre à l'isoloir ; « *J'enrage à la pensée que les hommes acceptent de s'isoler administrativement autrement que pour uriner.* »

Bien sûr, les chansons de Ferré sont toutes (où presque) là, inscrites sur le papier comme elles le sont sur nos lèvres, prêtes « *à prendre* [leur] *sexe* [...] *avec la corde vocale* ».

« C'est une des principales qualités de Ferré que d'avoir écrit des choses qui ne vieillissent pas... »

Mais l'intérêt de ce livre préparé par Robert Horville et Léo Ferré réside aussi dans la présentation chronologique des textes. Il est intéressant de noter par exemple qu'une chanson comme *Vison l'éditeur* a été écrite entre 1946 et 1950 alors qu'on ne la retrouve enregistrée sur un disque qu'en 1990 (2). C'est une des principales qualités de Ferré que d'avoir écrit des choses qui ne vieillissent pas et qui peuvent encore descendre dans la rue. Bien avant le printemps de 68, entre 1950 et 1967, Ferré avait déjà écrit quelques-unes de ses chansons « engagées », comme *Ils ont voté*, *Y'en a marre*, *Les quat'cents coups*, *Ni dieu ni maître* ou *La vie moderne*, auxquelles les critiques ou les « spécialistes » doivent trouver un arrière-goût soixante-huitard.

« [...] *J'avais la phrase dans les mains, comme une grenade avant l'éclatement. Eh bien, je lancerai des mots, dans la foule, au hasard, et les livres ne seront plus de mise. On lancera la poésie, avec les mains.* [...] » Voici Léo qui revient planter sa « *mauvaise graine* » dans le cœur des voyous. Voici les traces de l'amour et de l'anarchie. Voici cette encre noire sur le blanc du papier et tous ces mots pour les « *sans œillets* » et les « *sans verveine* » à qui Léo Ferré « *dédie la mauvaise graine/Qu'ils sèmeront comme un caillou/Sur des chemins à rien du tout/Et des fleurs noires tout en gerbe/Fleuriront sur de nouveaux verbes/Des fleurs d'amour des fleurs de rien/Des fleurs aussi comme un destin/Quand sur l'œillet ou la verveine/Poussera la mauvaise graine...* »

Pascal Didier

(1) Léo Ferré, *La mauvaise graine - textes, poèmes et chansons 1946-1993*, Editions n° 1. 150 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.
(2) Léo Ferré, *Les vieux copains*, EPM 1990.

QUAND LES ITALIENS ÉTAIENT VICTIMES DU CHAUVINISME MÉRIDIONAL

« Le Sang des marais »

Enzo Barnaba - éditions Via Valeriano

IL Y A CENT ANS, le 17 août 1893, neuf travailleurs italiens, immigrés saisonniers, étaient lynchés à mort par la foule ; des dizaines d'autres étaient blessés ou expulsés d'une petite ville de Camargue, Aigues-Mortes.

Leur « crime » était de disputer les miettes du salaire jeté aux affamés de toute nationalité, en échange d'un labeur de bagnard, par la Compagnie des Salins du Midi.

Aux enchères patronales de la misère, les Italiens étaient gagnants. Ils étaient les plus éloignés de leur foyer, bien souvent étrangers à la langue, sans famille et sans toit sur place, désarmés et totalement soumis au bon plaisir du maître. Pour quelques sous, de cinq heures du matin à sept heures du soir, ils récoltaient le sel sous un soleil de plomb, les pieds dans la saumure. Un travail précaire de quelques semaines. C'était pour les patrons le parfait moyen de chantage à la baisse des salaires et à la rigueur de la tâche. C'était aussi un bouc émissaire confortable, en cas de conflit, pour le pouvoir politique local ou central et pour la presse soumise aux ordres de l'autorité.

Qu'ils s'entre-tuent entre prolétaires, il restera toujours assez de ces bras des « classes dangereuses », telle était la morale cachée du pouvoir républicain, vingt ans après les massacres de la Commune.

La xénophobie, la pulsion chauvine devant celui qui est « autre », ne sont l'apanage de personne, mais celui qui commande aux corps et aux esprits sait en jouer, la distiller à merveille, et hypocritement regretter « ses ratés ». Exercer un pouvoir sur les hommes, les soumettre à une hiérarchie, c'est déjà regarder l'autre comme inférieur à soi-même. L'engrenage « réaliste » du « diviser pour régner », de la sacralisation des concepts du « plus grand nombre » ou de l'« union » pour les vider de leur sens, fait le reste. Il est aisé de susciter ou d'exciter la bestialité de celui qu'on traite comme une bête.

Enzo Barnaba, dans *Le Sang des marais* (1), nous raconte cette histoire de façon très documentée, avec des graphiques, des statistiques, le plan des lieux du crime, et des fac-similés de lettres anonymes.

La réflexion sur le sens de ces événements est plus sommaire. Le procédé consistant à rapprocher le délire patriotard de l'idéal anarchiste, sous le titre « Deux remèdes au désespoir ouvrier : La Patrie et L'Anarchie » (page 83) facilite la confusion.

De même la référence à un journaliste-historien marxisant pour dénoncer la faiblesse de Fernand Pelloutier, syndicaliste, fondateur des Bourses du Travail, « *qui a baissé la garde* » devant la xénophobie du fait « *de son internationalisme de clocher fortement teinté de franco-centrisme* » est suspecte.

(Dans son livre *Adieu 89*, l'historien américain Steven Kaplan (Fayard 1993) illustre la pensée réductrice sinon simpliste d'un journaliste du *Nouvel Observateur* qui fait dans l'Histoire : Jacques Julliard, ancien membre du Conseil national de la CFDT et « furétien » [François Furet, historien crypto-contre-révolutionnaire]. S. Kaplan écrit notamment à son sujet : « *Est-il juste de réduire le regard sociologique à un regard marxisant ? C'est pourtant ce que suggère l'historien et journaliste Jacques Julliard en opposant deux méthodes d'explication des opinions : une histoire des individus, excluant en quelque manière l'examen de leurs origines sociales, et une stérile et condamnable assertion marxiste selon laquelle les opinions reflètent le statut socio-économique des personnes, autrement dit leur situation de classe. Les idées n'auraient donc pour germer et acquérir un sens, besoin d'aucun incubateur externe.* »)

La vaste entreprise d'auto-éducation des travailleurs initiée dans les Bourses du Travail par Fernand Pelloutier, son action pour développer la capacité de résistance de l'individu-travailleur aux ordres ou aux mots d'ordre du pouvoir patronal ou politique, à leurs slogans, qu'ils soient nationalitaires, xénophobes ou autres, allaient à l'encontre des conceptions massificatrices et manichéennes des marxistes de l'Internationale de 1893 et des Julliard de 1993.

Le même mépris de l'individu, de sa dignité, de sa capacité à être autre qu'incarcéré dans le troupeau-marche-pied du pouvoir de ses chefs, inspirait déjà, au congrès de l'Internationale de 1893 à Zurich, ceux qui avaient pour préoccupation essentielle d'écarter de leur route les syndicalistes anti-autoritaires et les anarchistes.

Archibald Zurvan

(1) L'illustration de couverture est une œuvre originale, peinture sur papier, de André Robèr, compagnon du groupe « La Vache folle » de la FA.
N.B. : éditions Via Valériano, 161, rue de Lyon, 13015 Marseille.

LYON
SAMEDI 13 NOVEMBRE
20 H
concert de soutien
à La Plume Noire
(librairie de l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA)
avec
JEAN-MARC LE BIHAN
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc
69001 Lyon

PARIS
Sur les ondes de RADIO LIBERTAIRE (89.4)
jeudi 4 novembre
9 heures
ÉRIC PÉTETIN
(opposant au tunnel du Somport et à l'axe Pau-Saragosse)
viendra défendre la vallée d'Aspe

SÉLECTION RL

« Raconte pas ta vie... », un samedi sur deux de 20 h à 22 h.
Samedi 6 novembre : Jean-Jacques Gandini.
Le but de l'émission n'est pas d'établir une biographie ou de jouer les psychanalystes. Nous souhaiterions retrouver, à travers l'expérience de l'invité(e), les moments forts qui ont correspondu à une rupture personnelle, en tentant de dégager le contexte social dans lequel elle a pu se faire.
A chaque fois que nous le pourrons, le thème de l'émission sera basé sur ce qui aura influencé (ou donné un cours différent à) la vie de l'invité(e) : moments historiques ; engagements dans une activité sociale, politique ; exil ; voyages... et tout cela, bien sûr, dans un esprit libertaire (anti-autoritaire si possible !).

MÉMOIRES D'UN ÉCRIVAIN ANARCHISTE

« Au gré de ma Plume »

Pa Kin - éditions Littérature chinoise

LES ÉDITIONS de Pékin, Littérature chinoise, viennent de publier *Au gré de ma plume*, un volume d'essais de Pa Kin, présenté comme le recueil de ses mémoires et de ses impressions. Cette publication (la douzième depuis 1978 chez neuf éditeurs différents !), qui prétend ainsi honorer celui qui est considéré comme le plus grand écrivain chinois vivant, est en réalité un nouveau coup bas porté à son œuvre, travestie une fois de plus dans sa présentation au public français.

Pas de préface, huit lignes conventionnelles en quatrième de couverture, une simple reproduction de l'avant-propos initial sur une page datée du 1er décembre 1978, un appareil de notes à la fois squelettique et tronqué (1) et surtout trente-trois textes seulement figurent dans cette édition pourtant présentée comme complète, alors que les cinq volumes publiés en chinois assortis d'un important avant-propos de l'auteur pour l'édition groupée de 1987 en contiennent cent-cinquante, soit pratiquement cinq fois plus !

Le choix des textes n'est pas innocent non plus. Curieusement, sur les huit textes consacrés à son retour en France en 1979, et qui à ce seul titre avaient leur place ici, deux seulement sont repris ; mais surtout si le thème de la Révolution culturelle y est présent, il n'apparaît que comme un thème parmi d'autres alors qu'au fil des années de rédaction, entre 1978 et 1986, il est devenu le thème central

Un travail d'édition qui n'est pas exempt de critiques

de ses mémoires, six textes y étant encore consacrés la dernière année, et dont aucun ne figure ici (2).

L'obsession de Pa Kin est en effet la construction d'un musée de la Révolution culturelle, afin « *de ne pas laisser l'histoire se répéter* » : « *Bien que ma plume abordât toutes sortes d'événements, ma réflexion tournait autour du même point : la "décennie de calamités", les années de l'ainsi nommée "Révolution culturelle". J'ai progressivement compris... que j'avais le devoir de dévoiler cette colossale escroquerie afin d'éviter aux générations futures la même calamité... Seuls ceux qui n'oublieront pas le passé parviendront à se rendre maîtres de l'avenir.* » (3) On comprend que ce renversement de la dialectique orwellienne chère aux dirigeants chinois n'ait pas l'heur de leur plaire et qu'ils n'en souhaitent pas la diffusion à l'étranger !

Même amputées, ces mémoires nous permettent de mieux cerner la personnalité et le parcours d'un homme qui a traversé le siècle (4). Leur titre est assez évocateur de la façon d'écrire de Pa Kin « *au gré de la plume* » : « *Je livrerai mes pensées et réflexions comme elles me viennent, tout simplement, sans plan décidé à l'avance... J'écris simplement pour exprimer mes sentiments. Lancé par hasard dans la littérature, je me suis formé en écrivant* » (5). Il apparaît ainsi comme un adepte de la transcription de ce qu'il voit et ressent directement de l'expérience et non de l'imagination : « *La vie est vraiment la source de toute création artistique, et la seule source... Une œuvre littéraire reflète la façon dont l'écrivain comprend la vie.* »

Cet autodidactisme, s'il a pour conséquence un style un peu plat, a par contre comme corollaire une autonomie de pensée qui le rend insensible au « gavage de canard » du confucianisme d'autrefois comme du communisme d'Etat d'aujourd'hui. Mais il faut bien souligner que son œuvre majeure a été écrite avant 1949, *Nuit glacée* clôturant en quelque sorte le cycle ; ensuite, il n'y a eu pour ainsi dire que des commandes de circonstance jusqu'à la rédaction des présents mémoires. C'est que sous le régime du Guomindang (6), la dictature s'exerçait dans le domaine politique mais laissait libre la sphère de la vie privée, alors que le régime communiste veut modeler l' « homme nouveau » par l'instauration de la police de la pensée.

Dans les années 50, Pa Kin est comblé d'honneurs par le régime qui le met en vitrine : « *On voulait que je sois un héros au noble idéal et à la volonté inébranlable* ». Mais sollicité sans cesse pour assister à des colloques ou des réunions sans fin, « *le titre d'écrivain me privait du temps nécessaire à l'exercice du métier* ». En outre, lui qui avait toujours été critique, dénonçant les tares de l'ancien système, notamment le carcan familial, n'arrivait pas à se muer en propagandiste « positif » ; « *Après la Libération, j'ai voulu chanter les temps nouveaux, écrire sur l'homme nouveau ; j'ai fait des efforts pour mieux connaître la vie nouvelle. Les résultats furent maigres. Je restais le plus souvent à la superficie des choses que je ne comprenais pas vraiment de l'intérieur* ».

Cet intérieur des choses, il va le vivre comme un cauchemar pendant les années 1966-1976 de la Révolution culturelle où il va tenter de se fondre dans le collectif orwellien instauré par la Bande des Quatre. « *Il fut un temps où je crus sérieusement que les quelques "opéras modèles" étaient les seules œuvres artistiques valables, le reste étant bon à jeter à la poubelle. Je me reniais complètement moi-même... J'acceptais sincèrement d'être annihilé pour pouvoir repartir de zéro et devenir un homme nouveau* ». Cette négation de soi-même, cette « table rase » du passé se retrouve dans la polémique à propos de son nom de plume de Pa Kin. Jeune militant anarchiste dans les années 20 à Chengdu, sa ville natale, il signait ses articles de son nom de famille, Li Pei Kan. Mais lorsqu'il rédigea son premier roman, *Destruction*, lors de son séjour en France en 1927-1928, il pensa utiliser un nom d'invention afin de distinguer ses activités de militant politique et d'écrivain. Mais alors que les spécialistes de la littérature chinoise, comme Monsterleet et Hsia, ou sa biographe, Olga Lang, estimaient que Ba (7) était la première syllabe de Bakounine et Kin faisait effectivement référence à Kropotkine, lui-même s'en est défendu, affirmant que Ba était un hommage à son ami Ba Enpo ; et si Kin faisait effectivement référence à Kropotkine ce n'était pas par volonté

Un passé anarchiste gênant pour les autorités communistes

politique mais simplement parce qu'à ce moment là il traduisait son livre-testament *L'Ethique*, et que Kin était un caractère facile à retenir (8). Or, s'il réaffirme ici cette interprétation, p. 161 : « *Si j'ai utilisé un pseudonyme, c'est simplement parce que je voulais cacher mon vrai nom, autant dire ma vraie personne ; je n'allais donc pas gaspiller ma matière grise à chercher un nom qui m'aurait révélé* », il la contredit trois pages plus loin : « *En 1966, je reçus une lettre d'un lecteur me disant que mon lamentable nom de plume était à ranger parmi les Quatre Vieilleries, qu'il manifestait une admiration éhontée pour l'étranger, bref qu'il était bon à jeter aux ordures. Terrorisé, je répondis par retour du courrier que j'étais tout à fait du même avis et que je n'emploierais plus jamais ce pseudonyme* ». Quoi qu'il en soit, le passé anarchiste de Pa Kin gêne. On voudrait le faire passer pour une simple erreur de jeunesse alors qu'en mars 1949, deux mois après la prise de Pékin par les communistes, il continuait sous le nom de Li Pei Kan à correspondre avec la Commission des relations internationales anarchistes à Paris... (9)

Ce qu'il faut retenir en définitive, c'est la catharsis que représente la rédaction de ces mémoires, cette volonté de « *parler franchement* », message à l'usage des jeunes générations, même si « *dès que je prends mon stylo, que j'ouvre la bouche ou que j'écoute ce qu'on me dit, je m'aperçois qu'il est très difficile d'être sincère* ».

A y bien regarder en effet, « *la conscience, c'est ce qui reste comme véritable bilan au soir de la vie* ».

Jean-Jacques Gandini

(1) Deux exemples parmi d'autres : Feng Xuefeng est simplement présenté comme un critique littéraire, sans évoquer son expulsion du PCC en 1957.
Emma Goldman, « mère spirituelle » de Pa Kin, est orthographiée « Gadman » et ne fait même pas l'objet d'une note !
(2) Le public français peut, malgré tout, en prendre connaissance grâce à leur traduction et présentation par Angel Pino in *Iztok*, revue libertaire des pays de l'Est (n° 17, juin 1989).
(3) Avant-propos de l'édition de 1987, cité par Angel Pino (supra).
(4) L'un des plus mouvementés de l'histoire chinoise. Né en 1904 sous le régime impérial, Pa Kin a successivement connu la révolution politique de 1911, le mouvement libertaire du 4 mai 1919, les seigneurs de la guerre des années 20, la domination du Guomindang (6) de 1927 à 1949 avec les deux épisodes successifs de la guerre sino-japonaise de 1937 à 1945 et la guerre civile de 1945 à 1949 et enfin l'instauration du régime communiste.
(5) Toutes les citations qui vont suivre sont extraites du présent ouvrage.
(6) Parti nationaliste fondé par Sun Yatsen, mais qui connaîtra une dérive fascisante avec Chiang Kaishek.
(7) « Ba » est le caractère pinyin actuellement usité pour « Pa ».
(8) Voir l'article d'Angel Pino « Ba Jin sur l'origine d'un nom de plume », *Etudes chinoises*, n° 2, 1990.
(9) Lettre autographe conservée aux archives du Centre international de recherches sur l'anarchisme à Lausanne.

LA SITUATION DU MOUVEMENT ANARCHISTE EN CHINE

Lettre de Li Pei Kan à la CRIA

Cher camarade,
J'ai bien reçu ta lettre et j'en remercie. Pardonne-moi pour ma réponse retardée, car je suis très occupé dans ces jours. Mais je t'ai envoyé déjà mes éditions des peintures de Sim et de Castelao sur la révolution espagnole, il y a huit jours.
Je ne reçois pas encore les publications que tu m'as envoyées de Paris. Je suis heureux que tu les aies envoyées.
Je reçois régulièrement le journal japonais et aussi la proposition d'organiser un congrès pour l'Extrême-Orient. Mais je ne crois pas que le congrès est possible sous les conditions d'aujourd'hui en Asie. Premièrement, on ne peut pas partir d'ici pour l'étranger sans permission du gouvernement et la correspondance destinée au Japon doit passer à la censure ici et là-bas.
Malheureusement, je ne peux pas te donner des renseignements sur le mouvement anarchiste en Chine car, à dire vrai, il n'existe pas un tel mouvement en Chine. Ici, je suis tout seul, et je travaille et fait la propagande seulement comme un écrivain. Je fais la rédaction des *Œuvres complètes illustrées de Kropotkine en chinois*, dont les quatre sont déjà parus. Je suis aussi l'éditeur de cette œuvre. Il y a un autre camarade qui a traduit les *Paroles*, et qui traduisait *La Science moderne* pour moi, mais qui était un anarchiste-Kuomingtung. Lu Chien-Bo est aussi seul à Chengdu, mais avec son frère qui n'est pas un camarade, qui est un sympathisant, et connaît le français. Il est infatigable au travail. Mais malheureusement, il publie son journal *Pensée* comme le supplément d'un quotidien du Kuomingtung à Chengdu (le rédacteur est son ami personnel), pour ça, on ne le lit pas beaucoup. Au Fukien, seulement au Fukien, il y a un mouvement libertaire. Il est pas grand, mais il est un mouvement réel. Il existe une école fondée par nos camarades là-bas, et on fonde une petite maison d'éditeurs, qui a publié une dizaine de brochures, dans lesquelles on trouve l'article sur l'anarchie de Malatesta, traduit par Lu et la première partie de mon *Bakounine*.
Du reste, je vais t'écrire une autre fois.
Avec mes meilleurs salutations, je te serre fraternellement la main.

Li Pei Kan (le 18 mars 1949)

SOMMAIRE

PAGE 1 : Air France : un grand crash dans le consensus (suite p. 4), La mobilisation anti-guerre durant le conflit algérien (suite p. 2/3).
PAGE 2 : La mobilisation anti-guerre durant le conflit algérien (suite p. 3).
PAGE 3 : La mobilisation anti-guerre durant le conflit algérien.
PAGE 4 : Air France : un grand crash dans le consensus (suite de la « une »), Infos FA.
PAGE 5 : Quand la bourgeoisie noire est à la recherche de clients fiables, Succès du congrès anarchiste en Bulgarie, Message de la FA..., Brésil.
PAGE 6 : Situation critique d'un prisonnier politique basque, Nouvelles du front, Associations.
PAGE 7 : Léo Ferré, Le Sang des marais »., Sélection RL.
PAGE 8 : « Au gré de ma plume », Lettre de Pa Kin.